
Au camp de rassemblement pour Juifs de Malines. Les maîtres de la Aufnahme

Laurence Schram



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/685>
DOI : 10.4000/cmc.685
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008
Pagination : 13-34
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Laurence Schram, « Au camp de rassemblement pour Juifs de Malines. Les maîtres de la Aufnahme », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 15 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/685> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.685>

Les Cahiers de la mémoire contemporaine

Au camp de rassemblement pour Juifs de Malines Les maîtres de la *Aufnahme*

Laurence Schram

La caserne Dossin à Malines (province d'Anvers) joue un rôle fondamental dans la déportation des Juifs de Belgique et du Nord de la France. Entre le 4 août 1942 et le 31 juillet 1944, 25.483 Juifs, âgés de 39 jours à 93 ans, sont déportés par vingt-sept convois vers Auschwitz-Birkenau. Si 575 Juifs parviennent à sauter des trains, 24.908 – hommes, femmes et enfants – sont acheminés vers leur destination, mortelle pour plus de 95 % d'entre eux. Le camp de rassemblement installé à Malines est réservé aux Juifs de la « solution finale ». Et ce à une exception près, lorsque 351 Tziganes, arrêtés dans le but d'une déportation à Auschwitz, sont également internés, à la fin de 1943, à Dossin et envoyés à Birkenau le 15 janvier 1944.

À la différence des camps de Drancy en France et de Westerbork aux Pays-Bas, déjà en activité avant l'entame de la déportation génocidaire et non exclusivement réservés à une population arrêtée pour des motifs raciaux, le camp de rassemblement de Malines n'est organisé par l'occupant que dans la seule perspective de la déportation génocidaire des Juifs de Belgique et du Nord de la France à Auschwitz-Birkenau. Plus de deux tiers d'entre eux sont assassinés dans les installations de gazage de Birkenau dès leur arrivée. La mise sur pied du *SS-Sammellager für Juden* s'inscrit dans le cadre d'une planification concertée de la déportation génocidaire de France, des Pays-Bas et de Belgique, décidée par l'Office central de Sécurité du *Reich* (le *Reichssicherheitshauptamt*, RSHA) à Berlin. Le 11 juin 1942, Theodor Dannecker de Paris, Willy Zoepf de La Haye et Kurt Asche de Bruxelles, les chargés des "Affaires juives" dans leurs territoires respectifs, sont invités par Adolf Eichmann, chef du service IVB 4, la section juive de la Gestapo du *Reich*¹. Eichmann impose un quota pour une première étape dans les déportations depuis ces trois pays

¹ Centre de Documentation juive contemporaine (CDJC), XXVI-29, lettre de Theodor Dannecker, conc. : « Weitere Judentransporte aus Frankreich », Paris, 15 juin 1942, cité dans S. Klarsfeld – M. Steinberg, *Die Endlösung der Judenfrage in Belgien*, Paris, 1980, pp. 24-26.

occupés : 100.000 pour la France, 15.000 pour les Pays-Bas et 10.000 pour la Belgique.

Dans la foulée de cette décision, la Sipo-SD (*Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst*, Police de Sécurité – Service de Sécurité) en Belgique se dote d'un camp de rassemblement pour Juifs. Le choix de la caserne Dossin de Saint-Georges à Malines est évident et idéal. Ce bâtiment est établi à mi-chemin entre Bruxelles et Anvers, où réside la quasi-totalité des 70.000 Juifs du pays. Il est longé par la ligne de chemin de fer qui relie ces deux villes et se situe non loin d'un embranchement ferroviaire vers Louvain, l'Allemagne et l'"Est". La construction est assez vaste pour accueillir quelque 2.000 détenus. En outre, la proximité du *SS-Auffanglager* (camp d'hébergement) de Breendonk autorise l'occupant à considérer que l'environnement sécuritaire est relativement neutre et que la présence des internés ne suscitera aucun émoi particulier dans la population locale.

Le 15 juillet 1942, Harry von Craushaar, vice-chef de l'Administration militaire, charge le *SS-Sturmbannführer* Philipp Schmitt, d'organiser dans la caserne Dossin un camp de rassemblement pour Juifs². Le choix du major *SS* Schmitt est vraisemblablement motivé par son adhésion au parti nazi depuis 1925, mais surtout par sa fonction de commandant du camp de Breendonk, où il s'est déjà forgé une réputation de terreur et de violence et, du point de vue nazi, d'efficacité.

L'organisation du camp

Il ne s'écoule que douze jours entre l'ordre de mettre en œuvre le *SS-Sammellager für Juden* et son ouverture, le 27 juillet 1942. Comme son organisation, son commandement est confié à Philipp Schmitt, qui restera en poste jusqu'au mois de mars 1943. Après le départ de Schmitt, la direction du camp sera confiée au *SS-Sturmscharführer* Hans Johannes Frank (adjudant-major *SS*) qui l'assumera jusqu'à l'abandon du camp par les Allemands et leurs auxiliaires belges, au début du mois de septembre 1944. La tâche essentielle de la caserne Dossin est de rassembler l'effectif des transports destinés à Auschwitz-Birkenau. Cette déportation ne peut

² Auditorat militaire (AM), Procès Schmitt, « Note de Harry Von Craushaar relative à la mise sur pied du camp de rassemblement de Malines sous la direction de Philip Schmitt », 15 juillet 1942, Bruxelles [l'orthographe « Schmidt » est erronée].

s'effectuer qu'à travers une administration efficace, la *Aufnahme*, le cœur du camp de rassemblement.

Dès l'ouverture du *SS-Sammellager*, les SS installent leur administration de la déportation dans une longue salle située au rez-de-chaussée de l'aile gauche de la caserne³. Le jour de l'entrée en fonction du camp, cette salle est complètement vide et les SS y amènent simultanément le matériel (tables, chaises, machines à écrire...) et son personnel juif⁴. L'aménagement de la *Aufnahme*, ce bureau appelé pudiquement "réception", n'est pas encore achevé que les premiers Juifs se présentent déjà à Dossin, munis de leur *Arbeitseinsatzbefehl*, leur ordre de prestation de travail ainsi que, comme stipulé dans ce document, de vêtements de travail, de vivres et de leurs cartes de ravitaillement. Très vite, le travail d'enregistrement des nouveaux arrivants par les jeunes dactylos juives peut commencer. Les employées de la *Aufnahme* dressent des fiches individuelles et recopient les informations sur les listes de transport, sous la direction du *SS-Sturmscharführer* Max Boden et la surveillance d'autres SS.

Des quelque 12.000 Juifs convoqués sous le fallacieux prétexte d'une mise au travail, seuls 4.023 tombent dans le piège. Si le système fonctionne pour rassembler les tout premiers transports, il montre vite ses limites. La section juive de la Sipo-SD escomptait 300 entrées quotidiennes au camp de rassemblement ; elle ne les atteindra jamais par le biais des ordres de prestation de travail. Ainsi, le premier transport est formé en cinq jours, avec une moyenne de 200 entrées par jour. Finalement, l'usage de ces convocations sera définitivement abandonné après le 3 septembre 1942. Le manque d'efficacité du leurre de la mise au travail est momentanément comblé par l'organisation de rafles nocturnes et massives au cours desquelles, à chaque fois, plusieurs centaines de Juifs sont arrêtés. Le temps de la violence commence alors que celui de l'apparente modération n'est pas encore achevé. Au cours de cette période allant de l'ouverture du camp, le 27 juillet, à la fin du mois de septembre 1942, la *Aufnahme* travaillera sans relâche, à temps plein ou plus encore. Lorsque la Sipo-SD n'aura plus que les arrestations individuelles pour remplir ses

³ Plan de la « *Kaserne Generaal Baron Dossin – Mechelen* », réalisé sur base des données fournies par Eva Fastag.

⁴ Interview d'Eva Fastag par Maxime Steinberg, filmée par AVC sous la direction de Marian Handwerker le 23 novembre 1995, pour le Musée juif de la Déportation et de la Résistance (Malines).

trains de la mort, l'inscription des déportés sur les listes de déportation ne prendra plus que quelques heures par jours. Le rythme de l'enregistrement des déportés découle immédiatement du rythme des arrestations.

Mais tous les Juifs arrivés ou amenés à Dossin n'y ont pas le même statut et ne sont, par conséquent, pas traités de la même manière. Une autre fonction inhérente à la *Aufnahme* est de faire le tri entre les Juifs dits "transportables" et les autres. Les divers groupes définis parmi la population internée s'inscrivent dans la hiérarchie et les classes sociales du camp de rassemblement : les membres du *Stammpersonal* (des Juifs gardés au camp pour y exercer certaines fonctions : employées administratives, porteurs de bagages, chefs de chambrée, responsables de la cour...), les Juifs de nationalité belge (temporairement exemptés de la déportation), les internés auxquels une nationalité particulière (américaine, britannique...) confère un statut d'exception, ceux qui font l'objet d'une enquête en vue de définir s'ils sont ou non assimilables à des aryens ou à des convertis (mariages mixtes ou demi-Juifs, détenteurs de certificats de baptême...) sont distingués et logés à part des *Transportjuden*. Ces derniers, laissés sans aucune protection, déjà inscrits sur les listes de déportation, occupent le bas de l'échelle sociale du camp.

On peut établir un parallèle entre l'organisation interne du *SS-Sammellager* et celle des camps nazis en général. Du sommet vers la base, on trouve les SS allemands (ils sont une dizaine), leurs auxiliaires SS locaux, tous des Flamands, les uns occupés à l'intérieur même de la caserne, une dizaine également, les autres chargés de la surveillance extérieure du camp, ainsi que du poste de garde (une soixantaine au total, mais travaillant par rotation d'équipes), les divers groupes de détenus "privilégiés", employés ou cas spéciaux, et enfin les Juifs déjà inscrits sur les *Transportlisten*. Cette étude tente de brosser un portrait des maîtres de la *Aufnahme*, de ses cadres allemands et flamands.

Les Allemands de la *Aufnahme*

Dès son entrée en activité, la direction de la *Aufnahme* est confiée aux bons soins du *SS-Sturmscharführer* Max Boden, arrivé sur place en juillet

1942⁵. Deux services y sont présents. Le premier effectue l'enregistrement des nouveaux entrés. Son personnel est choisi parmi une dizaine de jeunes femmes juives arrêtées, avec d'autres Juifs, le 22 juillet. Ce groupe a été interné à Breendonk pendant cinq jours jusqu'à l'ouverture du camp de rassemblement. Le second, ayant pour but le dépouillement et la saisie des biens des Juifs, est supervisé par Erich Crull, un Allemand délégué de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*. Dans un bureau qui lui est réservé dans la *Aufnahme*, il est assisté, entre autres, par l'un ou l'autre auxiliaire flamand.

La figure principale de la *Aufnahme* est Max Hermann Boden. Il est âgé de 50 ans lorsqu'il arrive à Dossin, dès avant l'ouverture du camp de rassemblement. Vétéran de la guerre de 1914-1918, c'est un policier de métier issu de Leipzig. En 1935, il a été muté au poste de *Kriminal Ober-assistant* à la *Stapo*, la Police d'État de cette ville. En septembre 1939, il s'est affilié au Parti national-socialiste des Travailleurs allemands (*National-Sozialistische Deutsche Arbeiterpartei* – NSDAP). En août 1940, Max Boden entre en fonction à la Sipo-SD de Bruxelles et devient membre de sa section IIC, alors la section antijuive. Transféré en juillet 1942 à la caserne Dossin, le *SS-Sturmscharführer* Boden (adjudant-major) y prend d'emblée la *Aufnahme* en charge avec le *SS-Untersturmführer* Karl Meinshausen.

Après le limogeage de Schmitt, Steckmann et Meinshausen de leur poste à Dossin, Boden devient en quelque sorte le commandant faisant fonction, puisqu'il dirige effectivement le camp de rassemblement, en l'absence de Frank, le nouveau chef du camp. Il assumera désormais ces deux fonctions, de concert, avec plus de violence encore qu'il n'en avait exprimée sous le règne de terreur de Schmitt. Les employées juives de la *Aufnahme* ont évidemment constaté ce changement d'attitude dans le chef de Boden. Si, selon elles, il « se comportait assez humainement », « lorsqu'il est resté seul avec Frank à la caserne », il a désormais laissé libre cours à ses penchants violents, humiliant plus volontiers les détenus et battant plus féroceement les nouveaux arrivants⁶. Max Boden est le seul SS allemand à rester en fonction au camp de rassemblement depuis son ouverture jusqu'à l'évacuation du camp par les Allemands, dans la nuit du 3 au 4 septembre 1944. Parti d'abord à Düsseldorf, il rejoint la Sipo de

⁵ SVG (Service des Victimes de la Guerre), rapport 280, tr. 85.481, *Procès de Max Boden*, 5 juin 1950.

⁶ AM, Procès Boden, farde 1, *pro justitia*, 18 octobre 1947, déclaration de Benita Hirschfeld.

Lille et se rend aux Pays-Bas. Arrêté le 16 mai 1945 à Scheveningen par les troupes canadiennes, il est extradé vers la Belgique le 19 mai 1947. Jugé par le Conseil de Guerre de Bruxelles, Max Boden est condamné le 8 août 1950 à 15 ans de travaux forcés. Il fait appel et sa peine sera réduite à 8 ans de réclusion le 5 décembre 1950.

Comme Max Boden, le sous-lieutenant Karl Meinshausen est transféré à la caserne Dossin par la Sipo-SD de Bruxelles, où il a d'ailleurs participé à des arrestations de Juifs pour infraction aux ordonnances qui les visent, passage illégal de la frontière ou refus du port de l'étoile⁷. Il débute son service à Malines en juillet 1942. Âgé de 33 ans, il est le commandant délégué du camp de rassemblement. Lorsque l'équipe de Philipp Schmitt est limogée le 9 mars 1943 suite à la découverte de détournements de biens et de valeurs, Meinshausen fait partie du lot. Sans autorisation, il a fourni du mobilier et des biens confisqués aux Juifs à sa famille en Allemagne qui, grâce à cette générosité, a pu meubler un appartement entier. Renvoyé à Bruxelles vers la fin du mois de mars ou le début du mois d'avril par Frank, Karl Meinshausen est finalement transféré en Allemagne le 5 mai. On ignore ce qu'il advient de lui après cette date.

Max Boden et Karl Meinshausen participent pratiquement au commandement du camp. De son entrée en fonction jusqu'à son limogeage, Philipp Schmitt, privilégiant ses fonctions de commandant à Breendonk, s'absente souvent de Dossin. Il laisse alors la direction du camp à son bras droit, Rudolf Steckmann, assisté de ces deux hommes. À l'ouverture du *ss-Sammellager*, les tâches au sein du bureau d'accueil sont partagées. Si Boden en assume la direction, Meinshausen le supervise et assiste généralement à l'arrivée des nouveaux internés. Boden s'occupe plus particulièrement de la réception et de l'enregistrement des prisonniers ainsi que du premier contrôle des papiers, petits objets et valeurs que les Juifs doivent abandonner. Le second contrôle relève de la compétence d'Erich Crull, le représentant de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*, qui se charge de parachever la procédure de dépouillement et de confiscation des biens. C'est dans cette partie réservée de la *Aufnahme*, seulement séparée du reste du bureau par un simple paravent, que les Juifs subissent une fouille complète, parfois accompagnée d'un examen corporel plus ou moins poussé.

⁷ Bundesarchiv Berlin, dossier personnel de Karl Meinshausen, né en 1909.

Erich Crull, lui, n'est pas un ss. Licencié en sciences commerciales, il s'affilie au parti nazi le 1^{er} avril 1933. En octobre 1939, il est appelé au service de la *Wehrmacht* à Litzmannstadt (Łódź), en Pologne. En novembre 1941, on le retrouve à Bruxelles, expert-comptable au sein de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*, une société fiduciaire créée par l'occupant pour rechercher, confisquer et liquider les biens juifs et ennemis. Fin juillet 1942, il est transféré à Malines. Erich Crull, toujours en civil, le visage abîmé par les cicatrices et imposant par sa grande taille, s'applique à sa tâche de spoliation avec beaucoup de cruauté et de violence⁸. Il dépouille les Juifs jusqu'au bout. Les objets de valeur ou les devises qui n'ont pas été remises au premier bureau sont confisqués. Les Juifs sont également contraints de remettre les clés de leur logement et de signer des déclarations de cession de leurs biens au *Reich*.

La fouille est effectuée avec un zèle excessif par Crull, ses adjoints allemands, Probst et Kaiser, et son assistant flamand, Albert Aelbers. Si Boden n'y prend pas systématiquement part, il demeure souvent dans cette partie de la *Aufnahme* en simple spectateur. Tous les nouveaux internés n'y sont pas soumis. Seuls ceux qui étaient soupçonnés de cacher des valeurs y passent. De jeunes et jolies femmes juives font également des cibles de choix pour ces nazis qui prennent plaisir à les humilier. Cette "formalité" contribue à briser les nouveaux internés, tant moralement que physiquement. La fouille se passe rarement sans vulgarité ni violences, Crull et ses hommes jouant dans un registre allant de l'humiliation verbale aux sévices sexuels, en passant par les coups et les gifles. Selon un employé non juif du camp de Malines, Crull « venait tous les jours à Malines. Il distribuait les coups de poing aux visages des internés, les traînait dans les couloirs du camp et les battait jusqu'à ce qu'ils soient inanimés. Il était aidé par Probst. Quand il s'était défoulé sur ses malheureuses victimes, d'autres détenus devaient les ramasser et les ramener dans les chambrées »⁹. Ce témoignage est bien confirmé par Frank, le second commandant du camp, qui, après guerre, charge, dans sa stratégie de défense, l'homme de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* : il devait « constamment avoir l'œil sur Krüll [*sic*] afin d'éviter qu'il ne commette

⁸ AM, Procès Boden, farde 1, documents, *pro justitia*, déposition de Nauwelaerts Michael Isidoor Maria, 1^{er} octobre 1944, Malines.

⁹ *Ibid.*

des abus d'autorité »¹⁰. Erich Crull sévissait tant dans les bureaux de la Aufnahme que dans la cour ou dans les chambrées.

Profitant de sa position, Crull n'hésite pas non plus à puiser au passage dans la manne des biens confisqués aux Juifs. À la caserne Dossin, il se sert à l'occasion dans le coffre de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*. À l'extérieur, il a élaboré une combine bien rôdée avec un complice, Herman Müller, interprète de la *Judenabteilung* de Bruxelles. Les appartements dont les Juifs avaient remis les clés à Crull étaient visités avant le passage officiel des agents de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*. Les biens volés, dans et hors du camp, étaient souvent revendus, entre autres au commandant Schmitt et à Meinshausen. Si Müller a été découvert, jugé et condamné à huit ans de prison par un tribunal SS, Crull, en septembre 1943, a simplement été limogé¹¹. Le 30 octobre, il est appelé par la *Wehrmacht*, au sein de laquelle il est grenadier. On retrouve sa trace en Allemagne le 28 avril 1944, où il est inscrit à la *Reichskammer der Wirtschaftstreuhänder*, une association professionnelle de comptables créée en mars 1943. Il travaille alors à Halle-Saale, en Saxe-Anhalt. Il ne semble pas qu'Erich Crull ait jamais été l'objet de poursuites pour ses agissements à Dossin.

Pour assurer la bonne mise en marche du camp et pour assister directement Erich Crull, la section II de la Sipo-SD de Bruxelles envoie le SS-*Sturmscharführer* Walter Kaiser sur place. Il s'agit cette fois encore d'un ancien policier judiciaire. Né à Halle-Saale en 1907, il suit une formation à l'école de police de Burg avant d'exercer dans sa ville natale. Par conviction, il adhère en 1937 au NSDAP, au sein duquel il devient *Stellvertreter der Blockleiter*, un responsable local qui collecte les cotisations et endoctrine les membres. Après quelques mois, il abandonne néanmoins cette fonction qu'il juge incompatible avec son nouveau statut d'agent de la *Stapo*. À cette nouvelle place, il travaille d'emblée pour le service de renseignement et mène des enquêtes de type politique, d'abord à Halle, ensuite à Innsbrück et enfin à Münster. En février 1942, il est intégré à la Sipo-SD de Bruxelles, où il travaille dans diverses sections (franc-maçonnerie, affaires religieuses). Il prend notamment part à des arresta-

¹⁰ AM, Procès Boden, farde 1, PV des auditions des témoins allemands, déclaration de Frank Gerhard Johannes, 27 octobre 1946.

¹¹ AM, Procès Boden, farde 1, PV des auditions des témoins allemands, *pro justitia*, déclaration de Frank Gerhard Johannes, 23 février 1949.

tions domiciliaires. Il arrive à Malines à l'ouverture du camp et n'y restera que trois mois¹².

Walter Kaiser, qui a exactement le même grade que Max Boden, est affecté à la fouille des Juifs nouvellement arrivés au camp, dans cette partie "réservée" de la *Aufnahme*. C'est lui qui est chargé de la fouille corporelle, une fouille en profondeur pour les femmes, obéissant aux instructions de Rudolf Steckmann et aux desiderata d'Erich Crull¹³. Il n'hésite pas à s'emparer à l'occasion d'objets déposés par les prisonniers, même si sa corruption semble s'être exercée dans une bien moindre mesure que celle de ses collègues. Si Kaiser ne semble pas s'être rendu coupable de violences physiques envers les internés dans les locaux de la *Aufnahme*, il ne se privait pas de les humilier. Ses cibles favorites étaient les Juifs orthodoxes, dont il se plaisait à couper les barbes¹⁴. Généralement, Kaiser assistait à la préparation des Juifs dans la cour, lors de leur embarquement dans le transport. C'est à ce moment-là qu'il se déchaînait, administrant maints coups de pied à ceux qui n'allaient pas assez vite¹⁵. Un autre rescapé de la déportation de 1942 le définit comme « *een slechte kerel* », un sale type¹⁶.

À la fin d'octobre 1942, le dernier transport de Juifs de l'année quitte Malines pour Auschwitz, le fonctionnement du camp est bien rôdé et, la période critique de la déportation touchant à sa fin, il connaît une baisse de régime. Ayant terminé sa tâche, Walter Kaiser rentre à Bruxelles, où il est employé par la section chargée de la répression des activités clandestines des partis de gauche. En mai 1943, il participe à la réorganisation interne de la Sipo-SD et intègre la section antijuive. Sa spécialité au sein de la *Sipo* demeure le renseignement. Il ne quitte Bruxelles qu'à la fin de l'Occupation pour rentrer chez lui à Possneck, en Thuringe, où il est arrêté le 4 juin 1945 par les armées américaines. Le 21 novembre 1946, il est transféré à la prison de Saint-Gilles. Son procès se clôture en septembre 1950 par un non-lieu, puisqu'aucun témoin, aucune victime ne peut prou-

¹² AM, Procès Kaiser, *pro justitia*, déclaration de Kaiser Walter, 6 décembre 1946.

¹³ AM, Procès Boden, farde 1, PV d'audience des témoins, déclaration de Hirschfeld Benita, 7 juin 1950.

¹⁴ AM, Procès Boden, farde 1, *pro justitia*, déclaration de Hirsch Jan, 7 avril 1949.

¹⁵ AM, Procès Boden, farde 1, *pro justitia*, déclaration de De Jongh Isaac, 20 mai 1949.

¹⁶ AM, Procès Boden, farde 1, *pro justitia*, déclaration de Besen Baruch, 20 février 1949.

ver qu'il lui aurait infligé des sévices¹⁷. Plutôt que d'interpréter cette décision de justice en fonction de la bonne conduite de Kaiser au camp, il convient surtout de souligner le fait que seuls 384 des 16.625 déportés de 1942, la période où Kaiser officiait à la caserne Dossin, ont survécu à Auschwitz et que très peu d'entre eux ont porté témoignage après leur retour en Belgique. Insistons au passage sur le fait qu'aucun de ces ss, ni Allemands, ni Flamands n'ont été poursuivis du chef de complicité d'assassinat dans la déportation. Les tribunaux jugent les ss allemands de la caserne Dossin sur le nombre d'attentats à la pudeur, d'exactions, de brutalités sur les détenus. Les ss flamands, quant à eux, sont condamnés pour avoir été membres d'organisations d'Ordre nouveau, avoir porté l'uniforme et les armes contre la Belgique.

Le lieutenant ss Heinz Probst complète l'équipe allemande de la *Aufnahme* de l'ouverture du camp jusqu'en août 1943¹⁸. Son sort reste jusqu'ici indéterminé. Si son nom est bien connu des anciens détenus, les historiens ne lui ont, jusqu'à présent, pas accordé une grande attention. Il est affecté au service d'Erich Crull et les anciens détenus se le rappellent tous comme un homme particulièrement brutal et sadique. Ce sous-officier d'environ 25 ans est l'un des cadres de la *Wachgruppe*, un groupe constitué de ss flamands dépendant de la Sipo-SD de Bruxelles¹⁹. L'un des cinq survivants du III^e transport se souvient parfaitement de Probst, en dépit du fait qu'il n'avait passé que quelques jours à la caserne Dossin. Probst s'occupait de la fouille au corps avec Kaiser, y compris les examens corporels des femmes, dont il s'acquittait avec une violence physique sauvage. Un parfait adjoint pour Erich Crull ! Il avait aussi l'habitude d'assister à l'arrivée des nouveaux détenus et se montrait violent envers eux dès leur premier contact. Heinz Probst, toujours muni de sa matraque, son arme de prédilection, se manifeste tout autant lors de l'embarquement des déportés dans les trains. « Si de vieilles personnes n'escaladaient pas assez vite les wagons à bestiaux, des voyous comme Poppe, Probst et Meinzhausem les frappaient avec sauvagerie », retient Lucien Hirsch, interné au *SS-Sammellager* de septembre 1942 à juin 1943²⁰. En dehors de la *Aufnahme*, un des passe-temps favoris de Probst

¹⁷ AM, Procès Kaiser, lettre de l'Auditeur militaire, *Beschikking Buitenvervolgingsstelling*, 27 septembre 1950.

¹⁸ AM, Procès Weidmann, farde 4, *pro justitia*, déclaration de Löwy Dow Beer, 5 février 1949.

¹⁹ AM, Procès Haeck, farde 3, *pro justitia*, rapport concernant le *Wachkorps* SD, 14 février 1946.

²⁰ L. Hirsch, « Notes sur la vie des Internés Israélites à la Caserne Dossin de St-Georges, à Malines –

était de forcer les internés à monter et descendre jusqu'à trente et quarante fois les escaliers ou à les forcer à faire de la "gymnastique"²¹. Il entraînait souvent le ss flamand Poppe pour commettre ses méfaits, si tant est que ce dernier ait eu besoin d'encouragements.

Les Flamands de la *Aufnahme*

Jean Poppe, né à Beveren-Waas, mais domicilié à Gand, est vraisemblablement le premier ss flamand à prendre du service au *SS-Sammellager*. Cet ancien steward à bord d'un navire de la Compagnie maritime belge rejoint en mars 1941 la *Vlaamse Legioen*, une unité militaire composée de volontaires flamands. Sur les conseils de son frère Omer, lui-même *Waffen-SS*, Jean Poppe s'apprête à combattre le bolchevisme sur le Front de l'Est, mais après son instruction à Hambourg et Langenhorn, il rentre en Belgique et est enrôlé par la Sipo-SD de Bruxelles. À l'ouverture du camp de rassemblement pour Juifs à Malines, il est affecté tant à la *Aufnahme* qu'à la surveillance intérieure de la caserne. Il est alors âgé de 35 ans.

Jean Poppe prend part à toutes les grandes démonstrations de violence qui se déroulent au sein du camp. Il se distingue par sa brutalité et sa vulgarité lors de l'enregistrement ou de la fouille des nouveaux internés. Il fait aussi partie de la clique corrompue qui gravite autour de Philipp Schmitt. Profitant de sa fonction, il n'hésite pas à détourner les biens des Juifs confisqués au profit du *Reich*. Comme Schmitt et Steckmann, ces vols lui vaudront d'être renvoyé de son poste au mois de mars 1943. C'est à ce moment qu'il quitte son domicile officiel. La suite de son histoire n'est pas claire. Il se serait porté volontaire le 27 mars 1943, au *Ersatzkommando Flandern und Wallonien der Waffen SS*, mais aurait été transféré à l'hôpital de Breslau sans jamais avoir eu à combattre. De retour en Belgique à l'occasion d'un congé, il aurait été arrêté le 1^{er} avril par la Gestapo de Bruxelles, accusé d'avoir aidé des Juifs, et emprisonné à Saint-Gilles puis au camp de Beverlo (province du Limbourg), jusqu'à la libération de la Belgique. Plus justement, on peut soupçonner que les deux valises pleines de biens volés aux Juifs en sa possession au moment de son

Septembre 1942 – juin 1943 », s.l.n.d., p. 7.

²¹ AM, Procès Boden, farde 1, *pro justitia*, déposition de Bacaleinie Mauricin, 5 janvier 1946.

arrestation sont à l'origine de ces déboires²². Poppe est condamné à mort le 27 novembre 1944 par le Conseil de Guerre d'Anvers. La sentence sera exécutée à Malines.

Lodewijk Van Kol, surnommé *Pferdekopf* [tête de cheval] par les détenus, est un ouvrier métallurgiste anversoise de 29 ans. Il est domicilié à Berchem. Il est membre du VNV, de la *Zwarte Brigade* et de l'*Algemene SS-Vlaanderen*. D'abord affecté à la garde du bâtiment de la Sipo-SD à Bruxelles, il est vraisemblablement transféré à Dossin dans le courant du mois de novembre 1942. Comme les précédents, la surveillance de la fouille à la *Aufnahme* relève de ses attributions. Ce géant de près de deux mètres se distingue par sa brutalité et sa grossièreté constantes à l'encontre des détenus, qui le décrivent comme « le plus mauvais des gardiens, dont tout le monde devait se méfier »²³. Les femmes sont, cette fois encore, des victimes désignées. Chawa Chmilenicka, détenue à Dossin pendant deux mois et demi avant d'être déportée à Auschwitz, se rappelle que « lorsque les femmes prenaient leur douche, toutes nues, il venait dans les douches et parfois frappait à coup de pied ou de fouet. Il agissait de même lors de la gymnastique. Il humiliait aussi souvent les détenus par des propos désobligeants et déshonorants. »²⁴ Cette survivante, qui a été plongée dans l'enfer d'Auschwitz, a été marquée par ce terrible geôlier qu'elle décrit comme un « individu sans scrupules et qui maltraitait les internés pour son plaisir ». Surveillant attitré de certains dortoirs, Lodewijk Van Kol assiste aussi à l'arrivée des Juifs au *SS-Sammellager* et participe au contrôle général auquel ils étaient soumis. À cette occasion, il ne retient pas ses coups. Il joue également des pieds et des poings dans la masse paniquée des détenus lors des séances de "gymnastique". Cependant, de la voix même d'un de ses collègues, Frans-Albert Van Hul, gardien à la fois à Malines et à Breendonk, il y a au moins un travers qu'il ne partage pas avec les autres maîtres de la *Aufnahme*, à savoir la malhonnêteté. Selon Van Hul, on ne peut « cependant accuser Van Kol de vol »²⁵. Lodewijk Van Kol reste en place à la caserne Dossin jusqu'en septembre

²² AM, Procès Poppe, *Onderzoeksbundel Poppe, pro justitia*, déclaration de Lebental Lewin, 2 août 1945.

²³ AM, Procès Van Kol, farde A1, *Voorhechtenis, pro justitia*, déposition de Cabili Aron, 14 mars 1945.

²⁴ AM, Procès Boden, farde 2, section 03, *pro justitia*, déposition de Chmilenicka Chawa, 3 avril 1949.

²⁵ AM, Procès Van Kol, farde 1, audition Van Hul Frans-Albert, né à Bâle le 6 juillet 1911, résidant rue de la Loi, 13, à Liège ; incarcéré à la prison de Malines. Concernant la caserne Dossin à Malines, 20 avril 1946.

1944, avec une petite interruption de deux mois (janvier et février 1943). Il ne quitte Dossin qu'au moment où le *Sd-Wachgruppe* est évacué en Allemagne. Il est condamné à la peine de mort par le Conseil de Guerre d'Anvers le 27 octobre 1944. Le 6 juin 1946, la sentence est confirmée. Il est exécuté dans sa ville d'Anvers.

Rivalisant de violences avec le précédent, Jean-Baptiste Journée, ancien ouvrier métallurgiste passé à la *Waffen-SS*, est un ancien du Front de l'Est. Parti se battre en septembre 1942, il rentre en Belgique en février 1943. À 36 ans, il entre au sein du *Sd-Wachgruppe* et commence son service au camp de rassemblement de Malines en avril 1943. Sa prise de fonction coïncide avec l'installation de la nouvelle direction de la caserne Dossin. Ce SS n'est certes pas un des agents de l'amélioration des conditions de vie au camp que Frank tente d'apporter. Il occupe ce poste pendant une année, au cours de laquelle il se fait redouter des détenus pour sa brutalité, avant de rentrer à Bruxelles, où il est affecté à la garde des locaux de la Sipo-SD. Flamand de Bruxelles, Jean-Baptiste Journée est surnommé Molenbeek par les détenus en référence à son lieu de résidence²⁶.

À la Aufnahme où il ne travaille qu'occasionnellement, il s'illustre par sa malhonnêteté en volant des objets de valeurs aux Juifs pour les revendre ensuite à l'extérieur²⁷. Dans la cour, dont il assure la garde, ou lors de sa participation aux interrogatoires, il se montre particulièrement cruel. Il n'hésite pas même à s'en prendre aux femmes et aux enfants. Angèle Vomberg, détenue à Dossin du 26 septembre 1943 au 17 février 1944, relate que « ces deux hommes [Journée et Van Kol] étaient d'une brutalité épouvantable et nous cravachaient à tout bout de champ, avec ou sans motif ; en outre, ils nous faisaient faire toutes sortes d'exercices fatigants. Un jour, le 16 ou le 17 octobre 1943, au moment de l'arrivée d'un nouveau convoi, je me suis engagée dans un couloir pour aller chercher ma petite fille. Au moment où celle-ci arrivait, le nommé Journée est survenu et a voulu frapper mon enfant. Je me suis mise devant elle et l'ai fait rentrer dans la chambre. Journée a alors retiré son ceinturon et a commencé à m'en frapper. Je suis tombée et Journée a continué à me frapper à coups de bottes. »²⁸

²⁶ AM, Procès Journée, farde 4, Instruction, *pro justitia*, déclaration de Sukinnik Chaja, 29 janvier 1948.

²⁷ AM, Procès Journée, farde 4, Instruction, biographie.

²⁸ AM, Procès Boden, farde 2, section 03, *pro justitia*, déposition de Vomberg Angèle, 12 avril 1945.

Ce sont toujours les détournements à son profit de biens juifs réservés au Reich qui valent à Jean-Baptiste Journée son rappel à la garde extérieure de la Sipo-SD de Bruxelles. En novembre 1944, on le retrouve à l'hôpital de Wiesbaden, blessé, peut-être au Front de l'Est où il serait retourné. Le 6 décembre 1944, désormais déclaré inapte au service, il part pour Hambourg. Dans cette ville, il aurait été délégué de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) et membre de la Gestapo locale²⁹. Le 29 avril 1952, le Conseil de Guerre de Bruxelles réitère la condamnation de Journée à dix ans de détention ordinaire. Jean-Baptiste Journée se cache alors en Allemagne et ne sera jamais arrêté ni extradé. Il n'effectuera jamais sa peine. Il meurt le 3 avril 1962 à Radevormwald, en Rhénanie-Westphalie³⁰.

L'équipe des Flamands de la caserne Dossin est complétée par un employé de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* qui, à l'instar de son patron, n'est pas, lui non plus, un ss. Albert Aelbers, âgé de 25 ans en 1942, milite déjà avant-guerre au sein du VNV. Nazi convaincu, il s'y occupe de propagande au sein de l'Union national-socialiste de la Jeunesse en Flandre (*Nationaal-socialistische Jeugd in Vlaanderen*), dont il est le *gouwleider*³¹. Un incident survenu à Malines, sa ville natale, nous permet de mieux cadrer le personnage. Le 29 octobre 1942, vers 15 heures, Aelbers a organisé une manifestation dans les locaux du collège Saint-Rombaut. Déboulant sur les lieux pendant les heures de cours à la tête d'une petite troupe en uniforme de la *Zwarte Brigade*, il force le passage et tient un discours de propagande devant les quelque deux cents élèves présents à l'étude, insistant sur l'importance de la formation de la jeunesse et exigeant pour elle la possibilité d'arborer des insignes politiques³². Aelbers, poursuivi pour violation d'une propriété privée, troubles de l'ordre et abus de pouvoir, fait l'objet d'une sanction pour arrogance. Il est en outre contraint de payer une amende.

En 1940, après avoir fait la Campagne des 18 Jours et s'être retrouvé quelques mois au chômage, ce licencié en sciences commerciales est em-

²⁹ AM, Procès Journée, farde 5, Jugement – Appel – Exposé des faits, 1^{er} avril 1952.

³⁰ AM, Procès Journée, farde 7, Procédure d'exécution, demande d'acte de décès, 9 décembre 1962.

³¹ AM, Procès Aelbers A., *Onderzoek*, lettre de la *Nationaal-socialistische Jeugd in Vlaanderen* signée Poppe, 16 juin 1944.

³² AM, Procès Aelbers A., *Onderzoek*, *pro justitia*, déclaration de Brosens, 29 octobre 1942, et *pro justitia*, déclaration d'Aelbers A., 3 mars 1943.

bauché par la *Duitsche Textielcentrale* de Bruxelles³³. Privilégiant son rôle de propagandiste et de formateur de la jeunesse malinoise, il saute sur l'occasion lorsqu'il apprend que la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* recrute des agents pour Malines. Erich Crull retient sa candidature et Albert Aelbers devient trésorier des biens des Juifs à Malines. Complice de Crull dans les détournements de biens juifs, il ne sera cependant jamais inquiété ni limogé. Ses proches ont évidemment constaté une amélioration notoire de sa qualité de vie³⁴. Il entre au camp de rassemblement fin juillet 1942 et ne quittera Malines qu'en septembre 1944, lors de l'évacuation du camp par les SS.

Profitant de sa position au sein de la *Aufnahme*, Albert Aelbers parvient également à amener avec lui sa sœur Hubertine qui est, elle aussi, militante d'Ordre nouveau, membre de la *Dietsche Meisjesschaar*, branche féminine du *Dietsche Blauw- Voetvendels*, le mouvement de jeunesse du VNV. Comme son frère, cette ancienne commerçante en textile est employée par la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*, mais depuis novembre 1942. Elle travaille d'abord dans les bureaux bruxellois de cette société, où elle contrôle des listes de biens saisis³⁵. Sa prise de service au sein du personnel de la *Aufnahme* du *SS-Sammellager* remonte à la fin de l'année 1942, sans plus de précision. Son premier travail était d'établir des inventaires des objets de valeur et des sommes d'argent remises par les Juifs. Ce n'est apparemment qu'après le changement de commandement qu'elle entre en contact direct avec les Juifs amenés à Dossin. Le commandant Frank entend améliorer la situation des internés dans le camp et diminuer les violences dont ces derniers sont les cibles. Il autorise dès lors que les femmes et les filles livrées au camp de rassemblement soient désormais fouillées par des femmes. L'une de ces femmes est Hubertine Aelbers, l'autre est Judith Zlattner, une détenue juive à qui les Allemands accordent leur confiance. Hubertine Aelbers s'appliquait à la tâche, se montrant « brutale à l'encontre de tous ceux qui n'étaient pas allemands et tirant profit de la situation autant que possible »³⁶.

Les frère et sœur Aelbers quittent Malines le 3 septembre 1944, mais ils n'accompagnent pas les membres de la Sipo-SD et de la *Wachgruppe* qui

³³ L'auteur n'est pas parvenu à mieux identifier la *Duitsche Textielcentrale* en question.

³⁴ AM, Procès Aelbers A., *Onderzoek, pro justitia*, déclaration d'Aelbers Francisca, 27 juillet 1945.

³⁵ AM, Procès Aelbers H., *Vonnis – Onderzoek, pro justitia*, déclaration d'Aelbers Hubertine, 11 décembre 1945.

³⁶ AM, Procès Aelbers H., *farde Voorlopige Hechtenis, Uiteenzetting der Feiten*.

se replient aux Pays-Bas. Ils préfèrent se réfugier en Suisse, emportant avec eux un important butin³⁷. Arrêtés le 11 mai 1945 à Annemasse par la Sûreté française, ils sont retrouvés en possession de plusieurs valises contenant des biens précieux volés aux internés, ainsi qu'avec le contenu du coffre de la *Brüsseler Treuhandgesellschaft* à Malines. Ils auraient emporté des valeurs et bijoux pour plusieurs millions de francs belges. Remis aux autorités belges le 28 août 1945, Albert Aelbers est immédiatement écroué à Saint-Gilles, puis à la prison de Malines. Le Conseil de Guerre de Malines le condamne le 31 juillet 1947 à 15 ans de détention. Sa sœur, détenue successivement à la prison de Forest et à la prison de Malines, est condamnée le 20 mars 1947 par la même instance à quatre ans de détention³⁸. Elle ne s'est apparemment pas rendue coupable de violences ou de mauvais traitements vis-à-vis des futurs déportés.

Conclusion

Cette présentation a souhaité aborder sous un angle nouveau l'histoire de la caserne Dossin. L'analyse des biographies des maîtres de la *Aufnahme*, qui n'ont constitué qu'une partie de l'administration de la déportation, entendait focaliser l'attention sur les SS du camp de rassemblement et sur leurs acolytes. Si certains d'entre eux ont laissé des traces dans la mémoire juive de Dossin, d'autres, par contre, sont restés pratiquement méconnus ou inconnus. De tous ces parcours se dégagent un certain nombre de lignes de force et de points communs.

La plupart des protagonistes allemands sont issus de la police traditionnelle et se sont ralliés, par idéal et par adhésion à une politique nazie et antisémite, à la *Judenabteilung* de la Sipo-SD de Bruxelles. Si les Flamands du camp sont issus de toutes sortes de professions et de milieux, le même "idéalisme" transparaît. Le partage des idéaux de l'Ordre nouveau, le sentiment d'appartenance à la "race germanique" et un antisémitisme virulent et doctrinaire les réunissent dans une même tâche, qui débute, bien loin de la mort génocidaire dans les chambres à gaz de Birkenau, à la caserne Dossin de Malines, par une déshumanisation totale des internés juifs. Tous les géoliers de l'antichambre de la mort humilient les Juifs, les nient dans leur humanité, les brutalisent, les terrorisent et les dépouillent.

³⁷ AM, Procès Aelbers A., *Onderzoek, pro justitia*, rapport concernant Aelbers, 28 août 1945.

³⁸ AM, Procès Aelbers H., *Vonnis – Terechtzetting*, vonnis van 20 maart 1947.

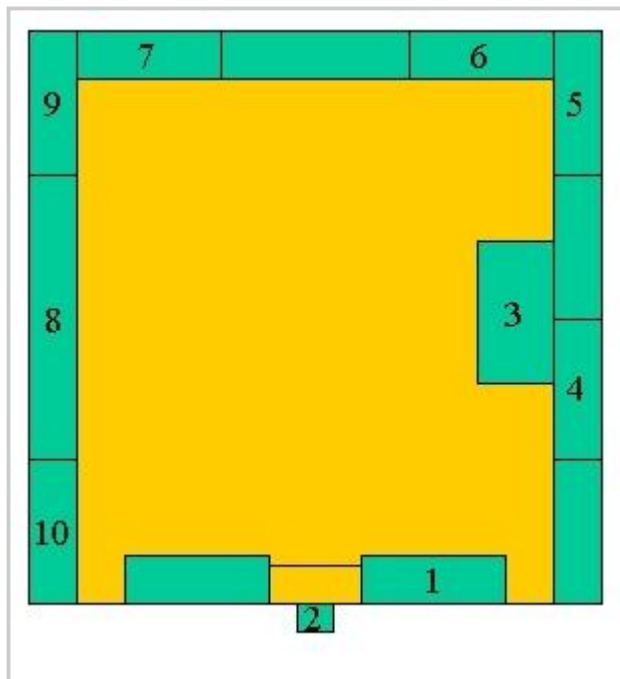
Ce dépouillement, à une exception près, traduit chez chacun une personnalité d'opportuniste, de profiteur de guerre, qui s'enrichit aux dépens des victimes juives, mais aussi aux dépens du *Reich* qu'ils prétendent servir si fidèlement. Tous bénéficient d'un statut de "planqués" dans la douillette caserne Dossin qui leur permet de tirer avantage de la vie, mener grand train et s'enrichir. Comme parmi les "chasseurs de Juifs", une pègre de la « solution finale » se crée et s'organise. Les ss et leurs complices prendront d'ailleurs si peu de précautions dans l'exercice de leurs combines que la plupart seront découverts et contraints de quitter une place pourtant bien confortable en temps de guerre.



Le 15 juillet 1942, Harry von Craushaar, vice-chef de l'administration militaire, charge le major ss Philipp Schmitt d'installer un camp de rassemblement à la caserne Dossin.

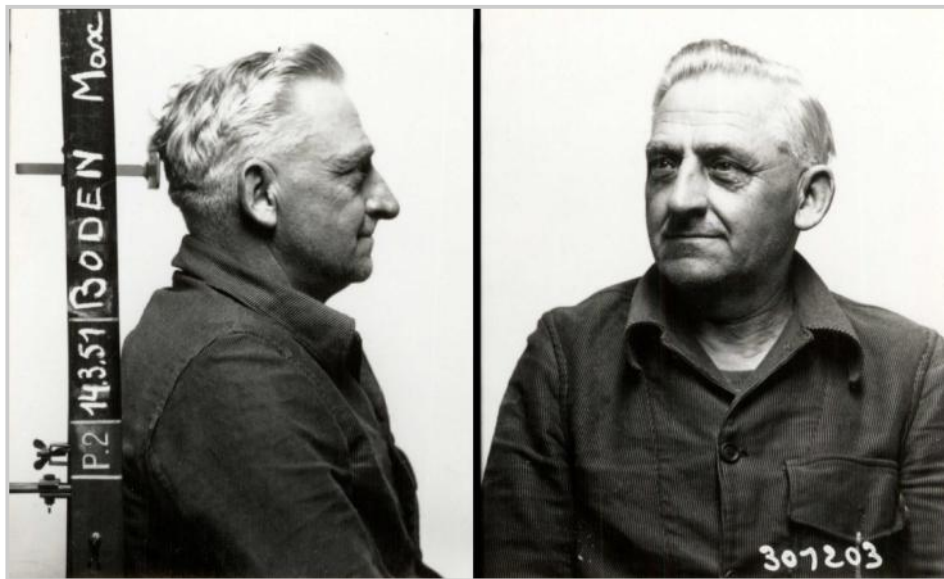


Walter Kaiser, l'un des membres de la *Judenabteilung* de la Sipo-SD de Bruxelles détaché au camp de rassemblement pour veiller à sa mise en route.



Plan du rez-de-chaussée de la
« Kazerne Generaal Baron Dossin – Mechelen »,
localisation selon Eva Fastag.

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| 1 : Poste de garde | 6 : Lavabos femmes |
| 2 : Sentinelle | 7 : Lavabos hommes |
| 3 : Baraque de bois, WC | 8 : <i>Aufnahme</i> |
| 4 : <i>Hexenstalle</i> | 9 : <i>Werkleute</i> |
| 5 : Cochons | 10 : Douches |



Max Boden entre les mains de la Justice belge : le SS allemand a assuré la continuité du commandement à la caserne Dossin.



Jean Poppe, l'un des premiers SS flamands en service à la caserne Dossin, et Lodewijk Van Kol, mieux connu sous le sobriquet de « *Pferdekopf* ».



Le VNV Albert Aelbers, employé de la Brüsseler Treuhandgesellschaft en charge de la confiscation des biens des internés du camp de rassemblement de Malines.